

# LE SPARTACUS

## LIBÉRATEUR DU PEUPLE.



Justice. — Travail. — Indépendance.

(PARAISANT LE JEUDI ET LE DIMANCHE).

Tyrans, disparaissez, votre règne est fini !...

Bureau et Dépôt provisoires, rue Bailleul, 9-11. — Les articles envoyés au Journal doivent être signés (affranchir).

### A NOS LECTEURS.

Nous sommes ou ne peut plus heureux de l'accueil fait à notre premier numéro, et nous nous en félicitons d'autant plus que cet accueil bienveillant nous est un sûr garant du loyal concours que les bons citoyens apporteront toujours à ceux qui, comme nous, combattront jusqu'à la dernière goutte de leur sang, pour faire triompher les principes démocratiques et sociaux.

Ainsi que nous l'avons annoncé, notre devise sera toujours celle-ci : *Liberté universelle, Association pour le Travail et par le Travail*; car l'association seule peut fonder une République grande et généreuse.

Les Barricades de Février doivent apprendre au monde entier qu'enfin le moment est venu où le producteur doit jouir du bénéfice de ses travaux, et qu'après avoir conquis sa liberté politique, il doit conquérir sa liberté morale et devenir, par conséquent, l'égal de celui qui jouit sans produire, car, ainsi que l'a dit un de nos meilleurs publicistes : *Qu'est-ce que le producteur ? rien. Que doit-il être ? tout.*

Nous emploierons tous nos efforts à atteindre ce but tant désiré, et nous avons l'intime conviction que les véritables démocrates se réuniront en un seul faisceau pour gagner, sans secousse violente, une cause aussi sainte, car les tentatives insensées ne font que faire rétrograder le progrès et nuisent à tous les intérêts ; et, qu'ils en soient certains, ceux-là même qui combattent avec le plus d'acharnement le socialisme et qui le calomnient au besoin, seront forcés de reconnaître les bienfaits qu'il aura apportés dans la Société, et seront rouges de honte d'avoir osé lutter eux, pygmées, contre lui, géant, et alors nous aurons la *vraie Liberté, la vraie Egalité, la vraie Fraternité.*

Courage donc et persévérance, citoyens ; après avoir brisé ses fers, comme Spartacus, il faut que le Peuple français sauvegarde lui-même ses droits, et pour cela il est indispensable qu'il exerce un contrôle de tous les instants sur les actes des citoyens chargés de le conduire à la grande régénération sociale.

H. S.

### Nouvelle tactique pour étrangler la presse populaire.

Depuis quelques jours des hommes en redingote bleue et à type d'agents de police se présentent dans tous les dépôts des nouveaux journaux populaires, et font des propositions aux dépositaires pour qu'ils ne vendent plus ces feuilles séditieuses. Sur le refus de ces derniers, ils achètent quelques centaines d'exemplaires de chaque journal, sans distinction des nuances d'opinion qui les caractérisent, puis ils les distribuent dans les rues les plus fréquentées, à raison de cinq à six pour un sou, afin de les déprécier. Ce moyen peut paraître un remède radical, au point de vue de certaines gens, mais nous croyons que ceux qui le font mettre en usage causent au gouvernement un grave préjudice. — Ces feuilles sont peu dangereuses, ou ne le sont aucunement ; si elles le sont, attaquez-les en les gérant, et faites les condamner ; mais laissez-les vivre par la typographie ceux dont c'est le métier, ou alors donnez-leur du pain après leur avoir enlevé leurs travaux. — Si de telles tactiques se continuaient, nous en demanderions raison

à qui de droit, et une pétition serait adressée par nous à l'Assemblée nationale, afin de savoir qui peut avoir le droit, sous la République, d'entraver la pensée par des moyens que l'impudique Gisquet aurait repoussés. B.

### Tous les Gouvernements se copient (1).

(Deuxième article).

Les poursuites contre les journaux qui avaient pris la Révolution au sérieux, et qui croyaient que les lois sur le cautionnement étaient enfoncées dans le même précipice que la royauté d'Harpagon I<sup>er</sup>, se continuent dans les départements avec la même ardeur que si Hébert ou Frank-Carré étaient encore les dispensateurs du plus ou moins de liberté qu'on est convenu d'accorder au Peuple; les procureurs d'Harpagon, qui n'ont changé que de titre, poursuivent avec un acharnement digne des éloges de Thiers et de Dupin les écrivains qui blâment les lois cousines-germaines de celles de septembre.... Bientôt, grâce au zèle de ces magistrats incorruptibles, nous n'aurons plus que la *bonne presse*; déjà plusieurs feuilles nouvelles, pour en finir avec les tracasseries judiciaires de la nouvelle République, ont cessé de paraître.

Il n'y aura plus que les journaux épaulés par les banquiers qui pourront éclairer la nation sur ses droits : — elle sera bien éclairée, nous n'en doutons pas, si nous jugeons ce qu'ils feront d'après ce qu'ils ont fait avant et après les Révolutions de juillet 1830 et de février 1848.

Le plan des hommes nouveaux est de tuer la presse populaire, et ils la tuent. Le farouche républicain Bethmont vous a promis une loi sur cette matière, et déjà toutes les officines des chimistes justiciers sont en plein travail; les fourneaux sont allumés, les creusets sont sur le feu et la matière est en ébullition. — Les plus capables parmi les toxicologistes sont appelés à vérifier les expériences et à donner leurs avis.... On rappelle Orfila, on dit même que Raspail obtiendra sa grâce s'il peut trouver la recette qui fera mourir la Liberté sans douleur; les avis sont partagés, quelques-uns ne voudraient administrer qu'un poison lent, d'autres sont pour le poison le plus vif. — Il y aura grand conseil pour décider ce point capital. — En attendant cette décision plusieurs feuilles ont cessé d'importuner nos nouveaux Solon.

Courage, citoyens commissaires révolutionnaires; bravo! citoyens préfets républicains; continuez, citoyens ministres démocrates, au train dont vous allez vous ne tarderez point à recueillir les fruits de votre semence.... Mais, comme je suis républicain et que mon titre de *Spartacus* me fait un devoir de défendre les libertés du peuple, souffrez que je vous dise, avant d'être étranglé par vos lictes, ou empoisonné par vos savans, ce que votre conduite a de dangereux pour vous d'abord, mais surtout pour les malheureux qui seront appelés sous peu de temps à continuer vos incroyables aberrations.

J'ai vu toutes nos révolutions, j'ai servi Louis XVI, la Convention, la République, l'Empire, Louis XVIII, les Cent-Jours, les Bourbons de 1815 à 1821. — C'est assez vous dire que je ne suis plus jeune. — J'ai combattu en 1830 et par l'épée et par la plume. — Je n'ai jamais pardonné à Harpagon I<sup>er</sup>, ni à nos administrateurs les

(1) Voir notre premier numéro.

hontes et les bassesses dont ils ont couvert la France, et le 23 février Paris me vit construire sa première barricade, appeler le peuple à la défense de ses droits et ne déposer les armes qu'après la proclamation de la République. — Je croyais alors que nous allions marcher d'un pas ferme dans les améliorations progressives promises depuis 93 — et nous voilà encore à douter si nous aurons même la liberté de penser et d'écrire. — Tout est remis en question. — Les hommes du pouvoir actuel comme ceux du pouvoir déchu veulent nous baillonner de nouveau : ils avouent qu'ils ne sauraient gouverner sans comprimer la pensée. — Serviles imitateurs de tous les pouvoirs exécutés, ils périront comme eux ; car les mêmes causes amènent les mêmes effets. — Citoyens ministres, vous pouvez être de fort honnêtes gens, mais vous n'avez point la science gouvernementale; vous êtes au dessous du rôle que vous avez accepté; vous obéissez par faiblesse aux ennemis de la République; d'après toutes vos tergiversations, vos ordres, vos contre-ordres et vos désordres vous nous montrez que vous vivez dans la plus complète ignorance de l'esprit national. Vous êtes pour nous, amis de la République, un sujet de douleur; vous devenez pour les ennemis de nos institutions un sujet de risée, demain vous serez le point de mire de leurs sarcasmes, et sous peu vous rentrerez dans la vie privée au chœur des sifflets de vos amis et de vos ennemis — avec un brevet d'incapacité.

J. B.

La lutte des deux principes, la vérité et le mensonge — Dieu et l'esprit de ténèbres — est au plus fort de son engagement. Les idées se croisent dans un pêle-mêle effroyable; de leur choc jaillit parfois un ardent éclair, qui illumine soudain la route : alors l'Humanité fait un pas. Plus souvent les coups incertains lancent mille vaines étincelles. O vous, généreux philosophes, dont le courage nous fraie le sentier de l'égalité, serrez vos rangs, mesurez vos coups, et qu'un effort unanime de votre pensée accélère la marche.

Expliquons-nous : en thèse générale, les polémiques verbeuses et interminables ont pour effet le plus ordinaire de rendre insaisissable une évidence que le simple bon sens, dégagé de toute influence, eût accueilli comme incontestable. — En effet, là où il y a divergence d'opinions, il y a de part ou d'autre, ignorance ou passion. Or l'ignorance, dans le vague sentiment qu'elle a de sa faiblesse, cherche habituellement un appui dans l'entêtement. La lutte engagée, elle aimerait mieux se brûler vingt fois les yeux au flambeau de la vérité que de les ouvrir une seule. D'autre part la passion est contre la vérité un rempart inexpugnable, et derrière ce rempart se dresse, armée de pied en cap, la mauvaise foi.

Mais si la diffusion peut perdre la meilleure cause dans les nuages qu'elle soulève, quelle puissance d'entraînement et de propagande la conviction n'a-t-elle pas quand elle s'appuie sur une logique serrée! Nous en faisons juges nos lecteurs, en leur donnant aujourd'hui quelques extraits qui, nous l'espérons, dévoileront à leurs yeux tout un monde nouveau, et dans lesquels Proudhon pose la base inébranlable de sa doctrine :

« Le National est convaincu, lui, que travailler c'est produire de quelque chose. Nous soutenons au contraire que travailler c'est produire de rien.

« L'économie politique, cette science toute moderne, qui s'enseigne ou ne s'enseigne plus au Conservatoire ou



au collège de France, est positive à cet égard. Et bien qu'à la lecture des auteurs il semble qu'elle n'ait pour objet que de glorifier le capital, de soutenir les droits seigneuriaux du capitaliste, il n'est pas moins vrai qu'elle suppose toujours le rapport de causalité du travail au capital, comme elle suppose la communauté des biens de la nature avant leur appropriation par l'industrie.

« ... L'homme ne crée matériellement rien; il ne produit point la substance des objets; tout ce qui lui appartient, c'est de donner aux corps que lui fournit la nature une certaine utilité ou commodité relative à lui-même, en un mot, une forme.

« Mais précisément parce que le travailleur ne produit que des formes, c'est à dire une utilité, commodité ou usage qui auparavant n'existait pas, on peut dire que le travailleur crée tout ce qu'il crée, à savoir l'utilité, de rien. Si petite que soit sa peine, c'est le travailleur qui crée le produit, c'est le travail seul qui donne naissance au capital.

« ... La valeur est le degré comparatif d'utilité des formes diverses que le travail donne à la matière, abstraction faite de la matière même, qui par sa nature n'entre pour rien dans l'appréciation des valeurs, en un mot, ne vaut, pour l'économiste, rien.

« L'échange est la permutation de ces valeurs. Matériellement, l'échange implique la permutation des objets, des corps; mais économiquement, il se règle, se liquide uniquement sur l'utilité créée, sur la valeur.

« Il suit évidemment de cette théorie de la production « de nihilo, que la terre et tous les objets de la nature sont communs à tous; que les seules choses qui puissent être appropriées sont les valeurs; conséquemment, que les revenus attribués au capital sont l'effet d'une illusion, d'un faux compte, d'une usurpation illégitime, passée en convention tacite et traditionnelle, et en force de loi. Abolir cette prébation du capitaliste sur le travailleur, tel est l'objet de la plus grande révolution qui doive peut-être s'accomplir dans l'humanité, et dont la commotion du 24 février a donné le signal.

« Mais l'impôt frappé sur la production par suite de l'appropriation des instruments de travail, n'est pas le seul que s'attribue le capitaliste. Il en perçoit encore un autre sur la circulation, par suite de l'appropriation de l'agent d'échange réputé indispensable, du numéraire.

« Autant il est absurde de soutenir que le travailleur doit au capitaliste un revenant-bon sur le produit, sous prétexte que rien ne se produit de rien, que travailler c'est produire de quelque chose, et que celui qui fournit l'élément doit participer au produit; autant il est ridicule de maintenir, au profit des mêmes capitalistes un droit d'escompte sur la circulation. »

M. Proudhon ne s'est point borné à résoudre ainsi victorieusement la question de droit : à côté du mal, il donne le remède. Nous ne le suivrons pas aujourd'hui dans les développements de sa *Banque d'échange*, qui peut seule délivrer le commerce et l'industrie du ver rongeur qui la dévore.

A. C.

#### Revue politique.

ÉTRANGER.

L'horizon politique se rembrunit de plus en plus vers le Nord. La coalition, si souvent prédite par les organes avancés de la presse allemande, est formée, et les hordes barbares du czar se sont ébranlées, dirigées sur trois points différents; mais tous trois aboutissant au même but : LE FOYER RÉVOLUTIONNAIRE.

Jusqu'ici on nous avait présenté la position de Nicolas comme hérissée de difficultés. La Pologne, disait-on, n'attendait qu'un signal pour se lever comme un seul homme; la Suède, le Caucase et une infinité d'autres petits états, devaient profiter de l'occasion pour reprendre les provinces conquises sur eux par les prédécesseurs de l'autocrate, et aujourd'hui, quelques mois seulement après les révolutions de Paris, de Berlin et de Vienne; après la tentative malheureuse de l'émigration polonaise pour reconstituer une patrie indépendante, le colosse moscovite, à l'aide de quelques mensongères promesses, entraîne à sa suite toute la race slave, et en fait l'instrument d'une guerre d'extermination contre l'Europe occidentale.

Sous prétexte d'intervention dans la question danoise, une armée russe, composée de cent mille hommes, s'avance, au nord, sur Berlin, dans l'intention d'y arrêter les progrès révolutionnaires et de raffermir le trône ébranlé de l'hypocrite monarque qui, par deux fois, attira son peuple dans d'infâmes guet-apens.

Au centre, un second corps d'armée a ordre de marcher sur Vienne.

Au midi, le proconsul de Varsovie, Paskewitch, se prépare à envahir les provinces danubiennes, la Transylvanie, la Serbie, la Bosnie et tous les pays slaves qui aboutissent en Italie, pour fondre sur ce peuple de héros, qui, abandonné par la France, forcé d'avoir recours à un ambitieux souverain qui ne lui promet assistance qu'autant qu'il lui aliénera sa liberté, lutte avec courage contre les bataillons disciplinés du farouche Radetski.

Pendant que des phalanges innombrables s'apprêtent ainsi à envahir les peuples qui se lèvent à notre appel révolutionnaire, les ports de la Baltique et de la mer Noire arment avec une merveilleuse activité tous les vaisseaux disponibles, et l'astucieuse et perfide Angleterre, cette ennemie séculaire de la France, envoie une flotille chargée d'instruire les matelots prussiens et de les former à la manœuvre.

Est-ce clair? Comprendra-t-on enfin que c'est la France républicaine qui est le but de tous ces armemens, de toutes ces sourdes menées? Comprendra-t-on que si toutes les routes qui mènent de Londres à Pétersbourg sont sillonnées de courriers, c'est que la vieille aristocratie anglaise a réussi à renouer l'ancienne coalition contre nous? que le maintien ou l'anéantissement de notre république est pour elle une question de vie ou de mort?

Et que fait le gouvernement français en présence de toutes ces éventualités? il concentre son armée autour de Paris. Nicolas menace d'envahir l'Allemagne pour y étouffer la liberté, le général Cavaignac se prépare à livrer bataille aux patriotes qui veulent la défendre contre un pouvoir liberticide.

Quant au danger qui nous menace, ils comptent, le moment venu, sur le patriotisme du peuple. Pour ne pas froisser les instincts cupides d'une bourgeoisie corrompue; pour ne pas prendre la glorieuse initiative d'une déclaration de guerre, ils laisseront envahir nos frontières, au risque de plonger notre patrie dans les horreurs qu'entraînent à leur suite l'invasion étrangère et les discordes civiles.

#### Un mot sur la Mairie de Paris.

Quatre mois sont écoulés depuis que la République démocratique et sociale a remplacé la royauté corrompue du dernier des tyrans couronnés; depuis ces quatre mois, ce qui fait un tiers de l'année, la ville de Paris, c'est-à-dire la plus grande et la plus savante cité de l'univers, est abandonnée aux caprices d'un rédacteur de journal. Un million d'habitants laissent dans leur coupable insouciance administrer la fortune publique et leurs fortunes privées par un pouvoir dictatorial sans contrôle. L'histoire de cette période léthargique sera mise en doute par nos arrière-neveux! Non, jamais on ne croira qu'un peuple qui s'est révolté trois fois dans une période de soixante ans, pour mettre fin aux abus dont il était victime, ait, au moment de son triomphe, abandonné ses intérêts au bon vouloir d'un individu.

Quoi, les négociants, les commerçants, les chefs d'ateliers, les petits marchands qui, depuis quatre mois, ont tant de peine à payer les impôts dont les événements les ont accablés, ne s'occuperont pas de savoir où passent les sommes qu'ils versent continuellement; tombent-elles dans les caisses de l'Etat ou dans le tonneau des Danaïdes; il faut qu'on s'explique; il faut que le dictateur rende ses comptes ou que nous cessions de verser entre ses mains le dernier de nos deniers.

Contribuables de Paris, réunissez-vous dans vos mairies respectives, demandez et obtenez que le conseil municipal de la Seine soit rétabli le plus promptement possible. Exigez ce rétablissement ou cessez de payer jusqu'à ce que vos mandataires soient élus, mis en fonction, et la gestion des quatre mois apurée et portée à la connaissance de tous.

Jamais, depuis qu'il existe une comptabilité administrative un pareil exemple ne s'est rencontré; jamais les Colbert, les Richelieu, les Mazarin, qui étaient des ministres absolus, n'auraient osé administrer ainsi que le fait le maire républicain que nous a fourni le *National*.

Quant à moi et mes amis, nous sommes décidés à ne pas payer un centime à la République avant que le dictateur Marrast n'ait rendu compte de sa gestion par l'organe du conseil municipal légalement élu. J. B.

#### Ministère des travaux publics.

Le citoyen Trélat, ministre de la République, nous annonce par un placard nouveau que des travaux vont s'ouvrir de tous côtés et dans toutes les industries; les ouvriers et les patrons vont donc commencer à respirer. — Nous en acceptons l'augure et nous remercions le citoyen ministre de l'excellente nouvelle qu'il nous donne.

Dans notre numéro prochain nous ferons quelques observations utiles à ce sujet et nous mettrons en lumière tout ce que notre pratique nous permettra pour venir en aide à la bonne volonté du ministre des travaux publics, dont nous connaissons la loyauté et le patriotisme. J. B.

#### Napoléon Bonaparte et les Imprimeurs.

SOUVENIRS DE MA JEUNESSE.

Le grand Napoléon, lorsqu'il se nommait seulement Nicolas Bonaparte, disait un jour à ses officiers supérieurs, lorsque nous étions en Italie par nos victoires en Italie : « Corbleu, Messieurs, si j'étais à Paris, j'en aurais bientôt fait de cette avocasserie turbulente et tracassière qui, semblable aux harpies de la fable, empoisonne tout ce qu'elle touche; et comme je mettrais promptement à la raison ces coquins d'imprimeurs qui nous font plus de mal avec leurs presses que toutes les armées combinées. — Si je les tenais, répondait Murat, en saisissant la poignée de son damas, il n'y en aurait pas pour long-temps. » — Et chacun d'applaudir aux idées et aux paroles des maîtres.

Quant le général devint consul, il fit serrer de près les imprimeurs, et les cachots de Lyon et de la Conciergerie de Paris pouraient, s'ils étaient doués de la parole, nous raconter les douleurs de quelques-uns d'entre eux.

Lorsque le premier consul se fit empereur, en foulant sous sa botte à l'écuycère toutes les lois de la République, en faisant mettre à Charenton les *sous* qui osaient lui contester son droit, etc., etc., — il n'avait pas encore tout ce qu'il désirait : c'est en Allemagne, dans la campagne de 1809, qu'un imprimeur de Nuremberg, nommé Palm, vint lui fournir l'occasion d'arracher à la France la liberté de la presse.

Ennemi cruel de la liberté de la pensée, ce grand général, cet empereur, au faite de la plus haute gloire, vint tremper ses mains impériales dans le sang le plus pur du plus courageux et du plus vertueux imprimeur de cette époque. Honte à jamais à l'assassin de Palm!

Nous allons raconter les faits, avec toute la simplicité que désire la vérité d'un pareil événement, et qu'on nous croie bien, car nous avons été témoin oculaire du supplice de Palm.

Au moment de notre campagne de 1809, une multitude de brochures françaises ou allemandes infestaient toute la Germanie; quelques unes blessaient profondément la politique napoléonienne, et le grand-prévôt de l'armée mettait toute son énergie à les faire saisir de tous les côtés, et la gendarmerie prévôtale les détruisait par milliers; parmi cette quantité d'écrits séditieux, il s'en rencontra un d'une telle force de conception, d'une telle grandeur de vues et d'une si énergique nationalité, que le grand-prévôt jugea dans sa sagesse de grand-juriste des armées impériales, devoir le mettre sous les yeux de l'Empereur. A peine Napoléon en eût-il parcouru quelques lignes, que, semblable au tigre qui reçoit une flèche dans le flanc, il fit un bond surnaturel et retomba affaibli sur son fauteuil.

Nous ignorons ce qui se passa dans cette nuit d'insomnie impériale, mais ce que nous ne pouvons pas ignorer c'est que le lendemain tous les espions de l'armée recevaient l'ordre de découvrir par tous les moyens, et chacun sait quels étaient ces moyens d'un sultan qui ne connaissait d'autre droit que la force et d'autres lois que la baïonnette de ses janissaires, quel était l'auteur de cette brochure et quel pouvait être le perfide imprimeur qui avait eu l'audace de prêter ses presses à un acte aussi coupable.

Cette brochure portait pour titre : *L'Allemagne à son plus haut degré d'avilissement*!... L'auteur, après avoir exhalé sa douleur sur les malheurs de son pays, faisait un dénombrement de nos armées, puis il établissait, en regard de ces chiffres, les forces dont l'Allemagne pouvait disposer, et de quelle manière on pouvait les armer et les équiper pour les opposer au nouvel Attila. Les plans de l'auteur étaient tellement exacts que Napoléon crut d'abord que cette brochure émanait d'un traître, et il n'abandonna cette pensée que lorsque les agents découvrirent, arrêtèrent et amenèrent au camp l'illustre et malheureux Palm.

Il eut l'honneur d'être interrogé par Napoléon lui-même; il répondit à toutes les questions de César, comme Jésus répondit à Pilate. Napoléon ne put rien savoir de ce qui l'inquiétait le plus; Palm s'accusa auteur et imprimeur de l'ouvrage. Napoléon avait perdu, devant ce courageux citoyen, cette audace du Corse qui le quittait rarement dans toutes les grandes occasions; il baissait ses yeux enflammés par la haine devant le regard plein de candeur du juste. — C'était l'abaissement du crime devant la simplicité de la vertu. Enfin ce combat moral avait jeté l'Empereur dans le plus grand abattement. Il tenta de séduire l'honnêteté de l'imprimeur par des promesses excessives, il tâcha de l'effrayer par le châtimement exemplaire qu'il allait lui faire subir; vains efforts; promesses, flatteries, menaces, rien n'eut accès sur cette grande âme. — Et le magnifique empereur, incapable de rendre hommage aux vertus patriotiques d'un grand citoyen, ordonna l'exécution du héros de la Germanie.

Et le soir, à la nuit tombante, comme si l'on eût voulu dérober cette action infâme à la vue des troupes, douze grenadiers de la garde labouaient de leurs balles la poitrine du plus généreux citoyen de l'Allemagne. J. B.

(La suite au prochain numéro).

Le gérant : BARRAUD, TYPOGRAPHE.

Imprimerie de MARTEL et RAYON, rue Baillet, 9-11.